

Statistiques trimestrielles de milieu ouvert

Au 30 juin 2021

Secrétariat général
Sous-direction des statistiques et des études



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Périmètre et définition

Seules les personnes majeures sont comptabilisées. Le périmètre géographique retenu est celui de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer.

Une personne est considérée comme **placée sous main de justice en milieu ouvert**, lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Dans ce document, les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Le suivi de l'ensemble du milieu ouvert nécessiterait l'intégration des prises en charge des services de l'application des peines (SAP).

Les mesures de milieu ouvert prises en compte sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites**, ici le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternative).
- les **mesures présentencielle**s, contrôle judiciaire, assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencie**lles. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement

Les statistiques trimestrielles sont publiées sur les 4 dernières années, au moins pour le même trimestre que le dernier publié de manière à éviter les effets saisonniers. Les séries longues, à partir du premier trimestre 2016, sont disponibles dans les tableaux individuels et dans le tableur de synthèse.

Révisions et qualité des indicateurs

Politique de révisions

Les données provisoires (p) du trimestre T sont diffusées pour la première fois lors du 4e mois (M) qui suit la fin du trimestre, c'est-à-dire en T+4M. Ainsi les données provisoires du 4e trimestre (T4) de l'année N sont diffusées en avril de l'année N+1. Les trimestres précédents de l'année N et N-1 sont révisés à chaque publication et sont dits semi-définitifs (sd).

Les données de l'année N sont définitives lors de la diffusion d'avril de l'année N+2.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par la Sous-Direction de la Statistique et des Etudes (SDSE). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

Avertissements

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées et reportées dans la catégorie post-sentencielle. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions sur les séries, y compris aux périodes définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives aux nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

Glossaire des mesures et abréviations

| Abréviation | Nom complet |
|-------------|-------------|
|-------------|-------------|

Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles

| | |
|---------------------|---|
| ARSE | Assignation à résidence sous surveillance électronique |
| ARSEM | Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile |
| Contrôle judiciaire | Contrôle judiciaire |
| Stage (alternative) | Stage (alternative) |
| TNR | Travail non rémunéré |

Mesures post sentencielles

| | |
|------------------------------------|--|
| Ajournement | Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve |
| Contrainte pénale | Contrainte pénale |
| DDSE | Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) |
| Interdiction de séjour | Interdiction de séjour |
| Libération conditionnelle (AP) | Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine |
| LSC sous Libération conditionnelle | Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle |
| SME | Sursis avec mise à l'épreuve |
| Sursis probatoire | Sursis probatoire |
| SPRM | Suspension de peine pour raison médicale |
| Stage | Peine et obligation de stage |
| STIG | Sursis assorti d'un TIG |
| TIG | Travail d'intérêt général |
| Obligation de TIG | Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général |

Mesures de sûreté suite à une condamnation

| | |
|-------------------------|---|
| PSEM | Placement sous surveillance électronique mobile |
| Surveillance judiciaire | Surveillance judiciaire |
| Suivi socio-judiciaire | Suivi socio-judiciaire |

Autres abréviations

| | |
|-------|--|
| CPIP | Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation |
| JAP | Juge de l'application des peines |
| PPSMJ | Personne placée sous main de justice |
| SAP | Service de l'application des peines |
| SPIP | Service pénitentiaire d'insertion et de probation |

Sommaire

| Tableau | Intitulé |
|---------|----------|
|---------|----------|

Données de stock sur les personnes en milieu ouvert

| | |
|-----------|--|
| Tableau 1 | Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe |
| Tableau 2 | Personnes suivies en milieu ouvert, par catégorie d'âge |
| Tableau 3 | Âge des personnes prises en charge en milieu ouvert |
| Tableau 4 | Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité |
| Tableau 5 | Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative |
| Tableau 6 | Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile |

Données de stock sur les mesures en milieu ouvert

| | |
|------------|---|
| Tableau 7 | Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie |
| Tableau 8 | Alternatives aux poursuites et mesures présentenciellelles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 9 | Mesures post-sentenciellelles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 10 | Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert |
| Tableau 11 | Proportion de femmes selon les mesures |
| Tableau 12 | Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures |
| Tableau 13 | Âge médian des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures |

Données de flux sur les personnes et mesures en milieu ouvert

| | |
|------------|--|
| Tableau 14 | Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe |
| Tableau 15 | Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile |
| Tableau 16 | Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie |
| Tableau 17 | Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentenciellelles |
| Tableau 18 | Nouvelles mesures post-sentenciellelles suivies en milieu ouvert |
| Tableau 19 | Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert |
| Tableau 20 | Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative |

Données de stock sur les personnes en milieu ouvert

Au 30 juin 2021

Tableau 1 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe

| Sexe | 30/06/18 (r) | 30/09/18 (r) | 31/12/18 (r) | 31/03/19 (r) | 30/06/19 (r) | 30/09/19 (r) | 31/12/19 (r) | 31/03/20 (sd) | 30/06/20 (sd) | 30/09/20 (sd) | 31/12/20 (sd) | 31/03/21 (sd) | 30/06/21 (p) |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Femmes | 12 556 | 12 399 | 12 361 | 12 468 | 12 614 | 12 450 | 12 424 | 12 154 | 11 575 | 11 318 | 11 271 | 11 481 | 11 605 |
| Hommes | 148 587 | 148 020 | 148 072 | 149 121 | 149 905 | 149 432 | 150 218 | 149 860 | 148 122 | 147 257 | 148 106 | 151 841 | 154 172 |
| Total | 161 143 | 160 419 | 160 433 | 161 589 | 162 519 | 161 882 | 162 642 | 162 014 | 159 697 | 158 575 | 159 377 | 163 322 | 165 777 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Tableau 2 : Personnes suivies en milieu ouvert, par catégorie d'âge

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 18 à 19 ans | 6 038 | 6 052 | 5 114 | 5 724 |
| 20 à 24 ans | 28 719 | 28 529 | 27 910 | 28 110 |
| 25 à 29 ans | 26 417 | 25 861 | 25 279 | 25 128 |
| 30 à 39 ans | 45 243 | 46 451 | 46 343 | 47 607 |
| 40 à 49 ans | 30 645 | 31 005 | 30 702 | 33 241 |
| 50 à 59 ans | 16 843 | 17 038 | 16 793 | 17 813 |
| 60 ans et plus | 7 178 | 7 532 | 7 530 | 8 122 |
| Non renseigné | 60 | 51 | 26 | 32 |
| Total | 161 143 | 162 519 | 159 697 | 165 777 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Tableau 3 : Âge des personnes suivies en milieu ouvert

| | | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Âge médian | Femmes | 36,0 | 36,2 | 36,1 | 36,2 |
| | Hommes | 33,8 | 34,1 | 34,3 | 34,8 |
| | Ensemble | 34,0 | 34,2 | 34,5 | 34,9 |
| Âge moyen | Femmes | 37,6 | 37,8 | 37,6 | 37,6 |
| | Hommes | 36,0 | 36,2 | 36,4 | 36,6 |
| | Ensemble | 36,1 | 36,3 | 36,5 | 36,7 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

L'âge médian est l'âge qui sépare une population en deux groupes numériquement égaux.

Tableau 4 : Personnes suivies en milieu ouvert, par nationalité

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Française | 148 579 | 149 547 | 146 320 | 151 302 |
| UE hors française | 2 018 | 2 114 | 2 090 | 2 173 |
| Reste de l'Europe | 648 | 652 | 723 | 756 |
| Afrique | 6 853 | 7 032 | 7 327 | 8 002 |
| Amérique | 393 | 457 | 553 | 653 |
| Asie et Océanie | 1 113 | 1 190 | 1 147 | 1 201 |
| Autres | 1 539 | 1 527 | 1 537 | 1 690 |
| Total | 161 143 | 162 519 | 159 697 | 165 777 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

La catégorie *Autres* regroupe les apatrides et les cas non renseignés.

Tableau 5 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 19 208 | 18 940 | 18 556 | 18 970 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 8 661 | 8 666 | 8 179 | 8 358 |
| Bretagne | 7 008 | 7 346 | 7 335 | 7 665 |
| Centre-Val de Loire | 6 363 | 6 237 | 6 054 | 6 732 |
| Corse | 946 | 821 | 817 | 764 |
| Grand Est | 14 322 | 14 330 | 13 994 | 14 744 |
| Guadeloupe | 917 | 944 | 1 102 | 1 233 |
| Guyane | 558 | 581 | 840 | 894 |
| Hauts-de-France | 18 002 | 17 572 | 16 703 | 16 988 |
| Île-de-France | 23 322 | 24 289 | 23 997 | 24 797 |
| La Réunion | 2 400 | 2 476 | 2 374 | 2 480 |
| Martinique | 793 | 1 073 | 1 002 | 924 |
| Mayotte | 274 | 269 | 270 | 319 |
| Normandie | 9 231 | 9 357 | 9 158 | 8 937 |
| Nouvelle-Aquitaine | 14 541 | 14 709 | 14 358 | 15 346 |
| Occitanie | 14 589 | 14 707 | 14 401 | 15 458 |
| Pays de la Loire | 8 446 | 8 420 | 8 119 | 8 598 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 11 562 | 11 782 | 12 438 | 12 570 |
| France entière | 161 143 | 162 519 | 159 697 | 165 777 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Tableau 6 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert selon la région administrative du domicile

| Au 30 juin 2021 (p) | Nombre de PPSMJ | Âge médian (ensemble) | Proportion de femmes | Proportion d'étrangers |
|----------------------------|-----------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 18 970 | 35,2 | 6,8% | 9,8% |
| Bourgogne-Franche-Comté | 8 358 | 35,0 | 7,9% | 5,1% |
| Bretagne | 7 665 | 36,8 | 7,7% | 5,6% |
| Centre-Val de Loire | 6 732 | 34,3 | 8,1% | 8,0% |
| Corse | 764 | 38,8 | 6,7% | 8,9% |
| Grand Est | 14 744 | 35,5 | 7,6% | 6,8% |
| Guadeloupe | 1 233 | 33,2 | 3,4% | 4,1% |
| Guyane | 894 | 29,5 | 15,3% | 26,3% |
| Hauts-de-France | 16 988 | 34,9 | 6,3% | 4,9% |
| Île-de-France | 24 797 | 32,9 | 5,5% | 18,2% |
| La Réunion | 2 480 | 34,8 | 5,7% | 1,2% |
| Martinique | 924 | 35,1 | 4,0% | 2,1% |
| Mayotte | 319 | 28,4 | 2,2% | 28,2% |
| Normandie | 8 937 | 36,1 | 7,4% | 4,4% |
| Nouvelle-Aquitaine | 15 346 | 35,9 | 7,8% | 6,1% |
| Occitanie | 15 458 | 35,0 | 7,9% | 8,2% |
| Pays de la Loire | 8 598 | 35,2 | 6,9% | 6,9% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 12 570 | 34,6 | 7,1% | 9,5% |
| France entière | 165 777 | 34,9 | 7,0% | 8,7% |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Données de stock sur les mesures en milieu ouvert

Au 30 juin 2021

Tableau 7 : Mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

| | 30/06/18 (r) | 30/09/18 (r) | 31/12/18 (r) | 31/03/19 (r) | 30/06/19 (r) | 30/09/19 (r) | 31/12/19 (r) | 31/03/20 (sd) | 30/06/20 (sd) | 30/09/20 (sd) | 31/12/20 (sd) | 31/03/21 (sd) | 30/06/21 (p) |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Alternatives aux poursuites et mesures présentenciennes | 6 992 | 6 942 | 7 142 | 7 359 | 7 613 | 7 588 | 7 708 | 8 283 | 8 436 | 8 889 | 9 528 | 9 960 | 10 079 |
| Mesures post-sentenciennes | 166 727 | 165 465 | 165 008 | 166 255 | 166 795 | 165 817 | 166 322 | 165 421 | 163 182 | 161 490 | 162 280 | 167 013 | 170 445 |
| Mesures de sûreté suite à une condamnation | 6 912 | 7 043 | 7 108 | 7 149 | 7 261 | 7 318 | 7 399 | 7 481 | 7 608 | 7 598 | 7 582 | 7 733 | 7 806 |
| Total | 180 631 | 179 450 | 179 258 | 180 763 | 181 669 | 180 723 | 181 429 | 181 185 | 179 226 | 177 977 | 179 390 | 184 706 | 188 330 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).

- les **mesures présentenciennes** : l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.

- les **mesures post-sentenciennes** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.

- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Tableau 8 : Alternatives aux poursuites et mesures présentencielles suivies en milieu ouvert

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|---------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| ARSE/ARSEM | 321 | 301 | 343 | 471 |
| Contrôle judiciaire | 3 829 | 4 407 | 5 317 | 5 353 |
| Stage (alternative) | 900 | 981 | 1 146 | 2 075 |
| TNR | 1 942 | 1 924 | 1 630 | 2 180 |
| Total | 6 992 | 7 613 | 8 436 | 10 079 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

ARSE : Assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ; TNR : Travail non rémunéré

Tableau 9 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Ajournement | 106 | 90 | 58 | 38 |
| Contrainte pénale | 2 658 | 2 371 | 1 409 | 542 |
| DDSE | | | 217 | 1 438 |
| Interdiction de séjour | 1 149 | 1 417 | 1 852 | 2 255 |
| Libération conditionnelle (AP) | 4 738 | 4 610 | 6 308 | 4 304 |
| LSC sous libération conditionnelle | 166 | 192 | 1 098 | 456 |
| SME | 120 346 | 120 819 | 113 894 | 60 428 |
| Sursis probatoire | | | 4 732 | 70 971 |
| SPRM | 162 | 167 | 184 | 167 |
| Stage | 101 | 188 | 449 | 1 387 |
| STIG | 22 142 | 21 941 | 18 252 | 4 646 |
| TIG | 15 129 | 14 967 | 14 562 | 20 456 |
| Obligation de TIG | 30 | 33 | 167 | 3 357 |
| Total | 166 727 | 166 795 | 163 182 | 170 445 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Ajournement : Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; SPRM : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; STIG : Sursis assorti d'un TIG ; TIG : Peine de travail d'intérêt général ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

Tableau 10 : Mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|-------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| PSEM | 34 | 34 | 26 | 36 |
| Surveillance judiciaire | 287 | 260 | 253 | 273 |
| Suivi socio-judiciaire | 6 591 | 6 967 | 7 329 | 7 497 |
| Total | 6 912 | 7 261 | 7 608 | 7 806 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

Tableau 11 : Proportion de femmes selon les mesures

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|------------------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Ajournement | 17,9% | 26,7% | 24,1% | 13,2% |
| ARSE/ARSEM | 8,1% | 9,0% | 5,2% | 6,6% |
| Contrôle judiciaire | 9,1% | 9,3% | 8,7% | 8,3% |
| Stage (alternative) | 13,7% | 12,6% | 12,4% | 10,5% |
| TNR | 16,2% | 13,6% | 15,4% | 12,1% |
| Contrainte pénale | 7,7% | 7,8% | 6,5% | 5,9% |
| DDSE | | | 5,5% | 6,1% |
| Interdiction de séjour | 2,9% | 4,0% | 6,3% | 6,1% |
| Libération conditionnelle (AP) | 11,0% | 11,0% | 8,5% | 10,8% |
| LSC sous libération conditionnelle | 7,2% | 7,8% | 4,0% | 7,7% |
| SME | 7,1% | 7,1% | 6,7% | 6,2% |
| Sursis probatoire | | | 5,6% | 6,5% |
| SPRM | 11,7% | 8,4% | 7,1% | 6,6% |
| Stage | 6,9% | 6,4% | 2,7% | 6,5% |
| STIG | 7,7% | 7,7% | 7,8% | 7,4% |
| TIG | 10,4% | 10,9% | 9,7% | 9,0% |
| Obligation de TIG | NC | NC | 7,8% | 7,3% |
| PSEM | NC | NC | NC | NC |
| Surveillance judiciaire | 2,8% | 3,5% | 3,2% | 2,9% |
| Suivi socio-judiciaire | 2,4% | 2,3% | 2,3% | 2,4% |
| Ensemble | 7,6% | 7,6% | 7,0% | 6,8% |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Ajournement : Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; ARSE : Assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ; TNR : Travail non rémunéré ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; SPRM : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; STIG : Sursis assorti d'un TIG ; TIG : Peine de travail d'intérêt général ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Tableau 12 : Proportion de personnes de nationalité étrangère selon les mesures

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|------------------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Ajournement | 6,6% | NC | NC | NC |
| ARSE/ARSEM | 19,0% | 22,6% | 17,5% | 18,5% |
| Contrôle judiciaire | 11,5% | 12,5% | 10,7% | 11,5% |
| Stage (alternative) | 6,2% | 4,9% | 6,2% | 7,1% |
| TNR | 7,0% | 6,4% | 5,1% | 7,1% |
| Contrainte pénale | 7,0% | 7,9% | 8,1% | 7,4% |
| DDSE | | | 4,6% | 6,2% |
| Interdiction de séjour | 20,4% | 20,0% | 21,0% | 21,8% |
| Libération conditionnelle (AP) | 9,8% | 10,3% | 10,6% | 10,9% |
| LSC sous libération conditionnelle | 12,7% | 12,0% | 12,3% | 14,9% |
| SME | 7,5% | 7,7% | 8,1% | 8,7% |
| Sursis probatoire | | | 7,0% | 8,3% |
| SPRM | 8,6% | 8,4% | 7,1% | 6,6% |
| Stage | NC | 6,4% | 10,5% | 10,1% |
| STIG | 8,8% | 8,9% | 9,1% | 8,6% |
| TIG | 6,3% | 6,2% | 6,3% | 7,9% |
| Obligation de TIG | NC | NC | 6,0% | 5,8% |
| PSEM | NC | NC | NC | NC |
| Surveillance judiciaire | 5,2% | 5,4% | 5,5% | 7,0% |
| Suivi socio-judiciaire | 4,4% | 4,7% | 5,0% | 5,0% |
| Ensemble | 7,7% | 7,9% | 8,2% | 8,5% |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Ajournement : Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; ARSE : Assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ; TNR : Travail non rémunéré ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; SPRM : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; STIG : Sursis assorti d'un TIG ; TIG : Peine de travail d'intérêt général ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Tableau 13 : Âge médian des personnes suivies en milieu ouvert selon les mesures

| | 30/06/18 (r) | 30/06/19 (r) | 30/06/20 (sd) | 30/06/21 (p) |
|------------------------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Ajournement | 38,6 | 41,3 | 38,6 | 40,0 |
| ARSE/ARSEM | 30,0 | 31,5 | 31,0 | 30,3 |
| Contrôle judiciaire | 31,5 | 31,5 | 31,7 | 32,1 |
| Stage (alternative) | 27,8 | 28,2 | 30,3 | 31,9 |
| TNR | 25,6 | 25,6 | 25,6 | 25,7 |
| Contrainte pénale | 36,4 | 37,0 | 37,6 | 38,6 |
| DDSE | | | 32,8 | 32,8 |
| Interdiction de séjour | 32,9 | 31,4 | 30,8 | 30,3 |
| Libération conditionnelle (AP) | 35,5 | 35,9 | 34,5 | 36,4 |
| LSC sous libération conditionnelle | 30,8 | 34,5 | 32,1 | 31,0 |
| SME | 34,7 | 34,9 | 35,0 | 35,4 |
| Sursis probatoire | | | 34,5 | 35,3 |
| SPRM | 54,8 | 57,0 | 56,4 | 57,7 |
| Stage | 21,3 | 26,5 | 31,3 | 33,4 |
| STIG | 30,1 | 30,4 | 30,8 | 30,9 |
| TIG | 24,6 | 24,7 | 25,2 | 26,8 |
| Obligation de TIG | 33,6 | 31,4 | 28,7 | 28,3 |
| PSEM | 53,4 | 54,0 | 55,0 | 53,4 |
| Surveillance judiciaire | 52,9 | 51,2 | 52,1 | 52,3 |
| Suivi socio-judiciaire | 46,7 | 46,8 | 47,2 | 47,5 |
| Ensemble | 33,5 | 33,8 | 34,0 | 34,4 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Ajournement : Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; ARSE : Assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ; TNR : Travail non rémunéré ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; SPRM : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; STIG : Sursis assorti d'un TIG ; TIG : Peine de travail d'intérêt général ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile

Données de flux sur les personnes et mesures en milieu ouvert

Au 30 juin 2021

Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Femmes | 1 942 | 1 483 | 1 855 | 1 957 | 1 940 | 1 501 | 1 934 | 1 410 | 1 058 | 1 377 | 1 912 | 2 045 | 1 952 |
| Hommes | 20 274 | 16 047 | 20 163 | 20 926 | 20 769 | 17 048 | 21 465 | 16 102 | 14 977 | 18 006 | 23 013 | 24 011 | 23 447 |
| Total | 22 216 | 17 530 | 22 018 | 22 883 | 22 709 | 18 549 | 23 399 | 17 512 | 16 035 | 19 383 | 24 925 | 26 056 | 25 399 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Tableau 15 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 2 462 | 1 901 | 2 530 | 2 583 | 2 469 | 1 998 | 2 686 | 1 964 | 1 730 | 2 086 | 2 731 | 2 880 | 2 895 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 1 113 | 852 | 1 193 | 1 114 | 1 129 | 902 | 1 133 | 792 | 722 | 879 | 1 232 | 1 267 | 1 271 |
| Bretagne | 996 | 836 | 956 | 1 138 | 986 | 736 | 1 086 | 786 | 736 | 855 | 1 192 | 1 063 | 1 154 |
| Centre-Val de Loire | 844 | 649 | 811 | 812 | 805 | 774 | 973 | 608 | 524 | 720 | 936 | 1 176 | 1 026 |
| Corse | 147 | 100 | 124 | 95 | 132 | 98 | 114 | 105 | 101 | 102 | 127 | 123 | 135 |
| Grand Est | 1 848 | 1 503 | 1 913 | 1 996 | 2 005 | 1 673 | 2 062 | 1 479 | 1 293 | 1 764 | 2 249 | 2 267 | 2 081 |
| Guadeloupe | 166 | 147 | 131 | 139 | 158 | 169 | 137 | 139 | 159 | 126 | 232 | 201 | 201 |
| Guyane | 89 | 91 | 137 | 95 | 84 | 98 | 276 | 211 | 112 | 165 | 117 | 148 | 117 |
| Hauts-de-France | 2 412 | 1 823 | 2 324 | 2 414 | 2 419 | 1 946 | 2 321 | 1 718 | 1 555 | 1 907 | 2 498 | 2 637 | 2 578 |
| Île-de-France | 3 493 | 2 976 | 3 325 | 3 391 | 3 794 | 2 930 | 3 425 | 2 991 | 2 545 | 3 083 | 3 625 | 4 033 | 4 146 |
| La Réunion | 383 | 336 | 309 | 344 | 345 | 327 | 391 | 203 | 238 | 361 | 393 | 352 | 437 |
| Martinique | 156 | 95 | 216 | 189 | 206 | 124 | 209 | 98 | 100 | 120 | 146 | 122 | 174 |
| Mayotte | 35 | 30 | 28 | 61 | 50 | 53 | 64 | 27 | 16 | 36 | 67 | 36 | 76 |
| Normandie | 1 323 | 1 017 | 1 279 | 1 269 | 1 142 | 1 000 | 1 327 | 1 089 | 839 | 965 | 1 315 | 1 264 | 1 186 |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 999 | 1 494 | 1 952 | 2 183 | 1 962 | 1 565 | 2 184 | 1 516 | 1 481 | 1 725 | 2 410 | 2 548 | 2 287 |
| Occitanie | 2 037 | 1 540 | 2 105 | 2 140 | 2 034 | 1 704 | 2 186 | 1 464 | 1 384 | 1 934 | 2 317 | 2 498 | 2 502 |
| Pays de la Loire | 1 108 | 907 | 1 041 | 1 216 | 993 | 801 | 1 119 | 819 | 867 | 989 | 1 335 | 1 271 | 1 225 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 605 | 1 233 | 1 644 | 1 704 | 1 996 | 1 651 | 1 706 | 1 503 | 1 633 | 1 566 | 2 003 | 2 170 | 1 908 |
| France entière | 22 216 | 17 530 | 22 018 | 22 883 | 22 709 | 18 549 | 23 399 | 17 512 | 16 035 | 19 383 | 24 925 | 26 056 | 25 399 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois

Tableau 16 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par catégorie

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Alternatives aux poursuites et mesures présentenciennes | 2 128 | 1 613 | 2 050 | 2 092 | 2 218 | 1 805 | 2 220 | 2 190 | 1 522 | 2 281 | 2 791 | 2 723 | 2 681 |
| Mesures post-sentenciennes | 28 119 | 22 055 | 27 412 | 28 849 | 28 140 | 23 431 | 29 240 | 21 943 | 21 683 | 25 045 | 32 138 | 34 421 | 33 962 |
| Mesures de sûreté suite à une condamnation (hors PSEM) | 451 | 453 | 477 | 450 | 474 | 440 | 450 | 421 | 422 | 443 | 491 | 545 | 530 |
| Total | 30 698 | 24 121 | 29 939 | 31 391 | 30 832 | 25 676 | 31 910 | 24 554 | 23 627 | 27 769 | 35 420 | 37 689 | 37 173 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans ce document sont les suivantes :

- les **alternatives aux poursuites** : le travail non rémunéré (TNR) et le stage (alternatives).
- les **mesures présentenciennes** : l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE), l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) et le contrôle judiciaire.
- les **mesures post-sentenciennes** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle, en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures de PSEM ne sont pas renseignées ici du fait de trop faibles effectifs et sont retirées du total.

Tableau 17 : Nouvelles alternatives aux poursuites et nouvelles mesures présentencielles

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| ARSE/ARSEM | 119 | 106 | 123 | 107 | 107 | 126 | 133 | 137 | 84 | 115 | 180 | 168 | 178 |
| Contrôle judiciaire | 806 | 630 | 784 | 738 | 892 | 800 | 875 | 943 | 828 | 888 | 966 | 982 | 1 183 |
| Stage (alternative) | 271 | 213 | 308 | 344 | 365 | 209 | 333 | 321 | 262 | 494 | 638 | 649 | 515 |
| TNR | 932 | 664 | 835 | 903 | 854 | 670 | 879 | 789 | 348 | 784 | 1 007 | 924 | 805 |
| Total | 2 128 | 1 613 | 2 050 | 2 092 | 2 218 | 1 805 | 2 220 | 2 190 | 1 522 | 2 281 | 2 791 | 2 723 | 2 681 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

ARSE : Assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ; TNR : Travail non rémunéré

Tableau 18 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Ajournement | 52 | 32 | 36 | 53 | 37 | 36 | 40 | 30 | 16 | 13 | 29 | NC | NC |
| Contrainte pénale | 383 | 287 | 346 | 281 | 163 | 105 | 93 | 52 | 21 | 19 | 6 | <5 | <5 |
| DDSE | | | | | | | | | 234 | 462 | 688 | 863 | 915 |
| Interdiction de séjour | 177 | 163 | 201 | 258 | 204 | 251 | 320 | 306 | 230 | 327 | 312 | 366 | 324 |
| Libération conditionnelle (AP) | 1 525 | 1 378 | 1 503 | 1 420 | 1 465 | 1 456 | 1 584 | 2 391 | 2 944 | 1 291 | 1 332 | 1 301 | 1 317 |
| LSC sous libération conditionnelle | 145 | 138 | 143 | 109 | 159 | 463 | 509 | 607 | 1 317 | 379 | 383 | 382 | 374 |
| SME | 17 673 | 14 187 | 17 461 | 18 549 | 17 857 | 15 126 | 18 796 | 13 318 | 8 221 | 5 394 | 3 302 | 2 396 | 1 370 |
| Sursis probatoire | | | | | | | | 6 | 4 836 | 12 321 | 19 205 | 21 355 | 22 279 |
| SPRM | 30 | 23 | 23 | 28 | 20 | 23 | 33 | 26 | 43 | 13 | 25 | 23 | 33 |
| Stage | 22 | 38 | 56 | 45 | 67 | 91 | 87 | 66 | 156 | 231 | 343 | 465 | 397 |
| STIG | 4 516 | 3 214 | 4 064 | 4 240 | 4 407 | 3 282 | 4 126 | 2 987 | 714 | 374 | 169 | 98 | 50 |
| TIG (Peine et obligation) | 3 596 | 2 595 | 3 579 | 3 866 | 3 761 | 2 598 | 3 652 | 2 154 | 2 951 | 4 221 | 6 344 | 7 148 | 6 882 |
| Total | 28 119 | 22 055 | 27 412 | 28 849 | 28 140 | 23 431 | 29 240 | 21 943 | 21 683 | 25 045 | 32 138 | 34 421 | 33 962 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Ajournement : Ajournement avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; SPRM : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Obligation et peine de stage ; STIG : Sursis assorti d'un TIG ; TIG : Peine de travail d'intérêt général ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Tableau 19 : Nouvelles mesures de sûreté suite à une condamnation suivies en milieu ouvert

| | 2018T2 (r) | 2018T3 (r) | 2018T4 (r) | 2019T1 (r) | 2019T2 (r) | 2019T3 (r) | 2019T4 (r) | 2020T1 (sd) | 2020T2 (sd) | 2020T3 (sd) | 2020T4 (sd) | 2021T1 (sd) | 2021T2 (p) |
|-------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Surveillance judiciaire | 27 | 28 | 30 | 17 | 20 | 22 | 26 | 29 | 26 | 24 | 26 | 28 | 21 |
| Suivi socio-judiciaire | 424 | 425 | 447 | 433 | 454 | 418 | 424 | 392 | 396 | 419 | 465 | 517 | 509 |
| Total | 451 | 453 | 477 | 450 | 474 | 440 | 450 | 421 | 422 | 443 | 491 | 545 | 530 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

Les mesures de PSEM ne sont pas renseignées en raison du secret statistique et ne sont pas non plus incluses dans le total.

Tableau 20 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative

| T2 2021 (p) | Sursis probatoire | TIG | Libération conditionnelle (AP) | Autres | Total |
|----------------------------|-------------------|--------------|--------------------------------|--------------|---------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 2 716 | 542 | 167 | 888 | 4 313 |
| Bourgogne-Franche-Comté | 973 | 295 | 50 | 536 | 1 854 |
| Bretagne | 1 129 | 210 | 36 | 299 | 1 674 |
| Centre-Val de Loire | 866 | 257 | 30 | 359 | 1 512 |
| Corse | 111 | 18 | 19 | 25 | 173 |
| Grand Est | 1 818 | 457 | 63 | 814 | 3 152 |
| Guadeloupe | 187 | 40 | 11 | 44 | 282 |
| Guyane | 54 | 23 | 15 | 91 | 183 |
| Hauts-de-France | 2 374 | 678 | 75 | 767 | 3 894 |
| Île-de-France | 3 266 | 966 | 306 | 1 311 | 5 849 |
| La Réunion | 359 | 119 | NC | NC | 585 |
| Martinique | 148 | 27 | 16 | 38 | 229 |
| Mayotte | 51 | 21 | <5 | NC | 82 |
| Normandie | 1 144 | 305 | 36 | 305 | 1 790 |
| Nouvelle-Aquitaine | 2 040 | 576 | 96 | 778 | 3 490 |
| Occitanie | 2 268 | 522 | 121 | 758 | 3 669 |
| Pays de la Loire | 1 212 | 237 | 32 | 322 | 1 803 |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1 563 | 374 | 237 | 465 | 2 639 |
| France entière | 22 279 | 5 667 | 1 317 | 7 910 | 37 173 |

Source : Ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / Fichier statistique APPI

La catégorie Autres regroupe les mesures d'alternatives aux poursuites, les mesures présentencielles, les mesures de sûreté suite à une condamnation, les autres mesures post-sentencielles : ajournement, contrainte pénale, DDSE, interdiction de séjour, LSC sous libération conditionnelle, SME, stage, SPRM, stage, STIG, obligation de TIG.

Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle (aménagement de peine) ; TIG : Peine de travail d'intérêt général

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Sources

Depuis juillet 2019, les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO) sont produites par la sous-direction de la statistique et des études (SDSE), service statistique ministériel de la Justice. Elles ont été rétro-polées à partir de 2016 pour disposer d'une série de données cohérentes dans le temps. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études, dit « Me5 », de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

Les STMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau « EX3 » de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Elles sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placements et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques trimestrielles de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par la DAP.

Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques trimestrielles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des STMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis probatoire, sursis assorti d'un TIG (STIG), la peine de détention sous surveillance électronique à domicile (DDSE), libération conditionnelle (LC), contrainte pénale, TIG et travaux non rémunérés, interdiction de séjour, stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendues par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG et LC sont aussi suspendues par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le travail non rémunéré, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non, le suivi socio-judiciaire et les mesures d'ajournement peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, comme les personnes exécutant ces mesures sont déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la DAP, elles ne sont pas prises en compte dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont ils font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI. On considère comme terminée une affaire dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale.